



## *Académie des sciences d'outre-mer*

***Beyrouth, l'enfer des espions / Jean-René Belliard***  
**éd. Nouveau Monde, 2010**  
**cote : 57.087**

Comme deux autres livres analysés dans ce numéro, le Hezbollah de Avon et Khatchadourian (Seuil, 2010) et L'exception syrienne de Caroline Donati (la Découverte 2009), cet ouvrage analyse les conflits actuels du Moyen-Orient en montrant combien les puissances non régionales européennes et américaine essaient en vain d'empêcher les règlements de compte entre eux des États régionaux, la Syrie, Israël, l'Irak, l'Iran, leurs alliés libanais, les populations palestiniennes hors Israël, ou la nébuleuse Al Qaïda.

La France joue un rôle important au Liban avant 1981 en déclenchant « l'Opération Antigone » qui consistait à soutenir l'indépendance du Liban et à surveiller les mouvements terroristes. Cette mission fut supprimée par le Président Mitterrand, sous la pression des gauchistes, et nos services de renseignements demeurèrent inefficaces régionalement, ce qui aboutit au massacre des parachutistes français à Beyrouth en 1983.

Les Palestiniens au Liban, réfugiés en 1948, en 1967 puis en 1970 (« Septembre noir ») s'organisèrent en milices armées, souvent d'ailleurs opposées entre elles, selon les directives de leurs bailleurs de fonds (Irak, Syrie, Arabie Saoudite entre autres), et s'attaquèrent à l'État d'Israël à partir des frontières libanaises, mais aussi au gouvernement et à certaines communautés libanais (chrétiens, chiïtes), à la Jordanie et aussi à la Syrie.

Très soutenus par les Libanais sunnites qui voyaient en eux un appui armé et démographique devant la montée en puissance et en nombre des chiïtes, ils reçoivent le soutien d'Abdel Nasser qui leur obtint l'*Accord avantageux du Caire* (1969) les autorisant à s'armer pour lutter contre Israël dans leurs camps devenus impénétrables aux forces armées libanaises. Ils eurent même un encouragement discret de Tel-Aviv, puisque des commandos israéliens, notamment en 1973, tuèrent à Beyrouth les cadres palestiniens qui ne souhaitaient aucune ingérence dans les affaires libanaises. On leur attribue une des raisons du déclenchement de la guerre civile libanaise en 1975. Néanmoins, lorsque les Syriens occupèrent le Liban, ils ne tolérèrent pas que les Palestiniens, et notamment Arafat, adoptent une attitude indépendante à leur égard. Si leur expulsion du Liban en 1982 est due aux Israéliens, celle de 1983 a été menée par Damas. C'est d'ailleurs la France qui sauve les deux fois le leader palestinien qui s'embarqua pour le seul État arabe qui consentit à l'accueillir, la Tunisie. En fait, le Liban avait fait tout ce qu'il pouvait en faveur des réfugiés palestiniens ; le 13 novembre 1974, ce fut le Président libanais qui introduisit Arafat à l'ONU, au grand dam des États-Unis et de la Syrie.

La politique des « petits pas » de Kissinger qui conduisait à faire reconnaître Israël par des États implosés au préalable, commença par le Liban où l'adoption de la cantonalisation aurait permis de créer un mini-État chrétien protégé par Israël, tandis que les mini-États sunnite, chiïte ou druze devenaient inefficaces. C'est ce qui se passe actuellement en Irak avec les mini-États kurde, chiïte, sunnite. L'armée israélienne envahit trois fois le Liban, en 1978,



## *Académie des sciences d'outre-mer*

en 1982, et en 2006 causant en deux mois 1191 morts, 4400 blessés et le déplacement de 900.000 Libanais. Depuis Ariel Sharon (juin 1982), la politique du Likoud est d'expulser l'ensemble des Palestiniens du Grand Israël. La première étape pour ces futurs réfugiés éventuels sera encore le Liban.

L'influence de l'Iran au Liban avait commencé dès l'époque du Chah avec l'installation d'un cadre religieux chiite irano-libanais, Moussa Sader, charismatique, mais qui disparut en Libye en 1978 ; la Révolution islamique triomphante envoya des miliciens « pasdarans » à Baalbek prendre part à la guerre civile libanaise. Efficaces en 1982, ils devaient être rapatriés en 1986, mais ils laissèrent sur place des militants libanais inconditionnels qui formèrent le mouvement Hezbollah.

Depuis, le Hezbollah a agrandi son territoire communautaire en s'introduisant dans les quartiers sunnite, druze, chrétien de la capitale libanaise, parfois usant de la terreur comme les 7 et 8 mai 2007, à Beyrouth et à Aley. Néanmoins la Syrie est toujours compétitive de l'Iran sur le plan de l'encadrement des chiites. Nostalgique de la « paix syrienne » imposée 30 ans par une occupation militaire qui prit fin brutalement en 2005, le gouvernement et les apparatchiks syriens s'approprièrent 20 milliards de dollars au Liban, et même un milliard supplémentaire qui avait été déposé par Saddam Hussein dans les banques libanaises.

La Syrie créa en permanence une situation insurrectionnelle chez son voisin, divisant les sunnites en soutenant des mouvements radicaux à Tripoli, comme les Takfir wal Higrâ, Osbat Al Ansar d'Abou Mohjen ou Fatah al Islam ; faisant de même avec les Chiites, les uns partisans de Amal (Nabih Berri), les autres du Hezbollah, ou avec les Maronites devenus prochiites ou prosunnites, comme les Druzes. Hafez el Assad et maintenant Bachar el Assad ont toujours craint une réconciliation interlibanaise, voire interpalestinienne.

Comme dans les autres États de la région, les réseaux qâidistes se mettent en place, bénéficiant de la renaissance de la « fitna » (lutte séculaire chiito-sunnite). Cela aussi est grave dans la situation où est le Liban, victime des interférences de ses voisins.

Ce copieux ouvrage (660 pages) présente une centaine de pages annexes bien utiles au chercheur : principaux noms cités par nationalité, localités citées, armées, milices, organisations et partis libanais, opérations militaires secrètes ou terroristes, organisations internationales, accords et résolutions de l'ONU ; listes des otages, des organes de presse, des journalistes et écrivains ainsi qu'une riche bibliographie.

**Christian Lochon**